Süddeutschland in der Weimarer Republik. Ein Beitrag zur deutschen Innenpolitik 1918-1923 [Wolfgang Benz]

Autor(en): **Lasserre, André**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **21 (1971)**

Heft 3

PDF erstellt am: **21.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

WOLFGANG BENZ, *Süddeutschland in der Weimarer Republik. Ein Beitrag zur deutschen Innenpolitik 1918–1923*. Berlin, Duncker & Humblot, 1970. 371 S., graphische Darst. (Beiträge zu einer historischen Strukturanalyse Bayerns im Industriezeitalter, Bd. 4.)

La fonction des Etats dans la République de Weimar a posé du début à la fin des problèmes toujours insolubles et toujours renaissants. La Bavière y a tenu une place de choix, à la tête des fédéralistes. Pendant un temps, elle a été accompagnée de Bade et du Wurtemberg, qui l'ont parfois même précédée. C'est cette période qu'étudie W. Benz, de 1918 à 1923, ou, plus exactement de l'automne 1918 au printemps 1920 où les tentatives de collaboration à trois contre le Reich centralisateur rencontrent un échec définitif. L'intérêt de cet ouvrage est la description des étapes et des causes de cette ruine d'une concertation fédéraliste.

Avec beaucoup de détails, l'auteur énumère les différents cas où les trois Etats ont entrepris de s'entendre. Cela commence avec les événements de la fin de 1918 à Berlin où les excès des révolutionnaires et des fameux *conseils* inquiètent le Sud mal informé, en retrait sur l'évolution de la capitale qui n'arrive plus à assumer ses tâches naturelles dans l'ensemble du territoire. Déjà à ce moment, la méfiance sourd envers un Nord voué aux désordres, mais aussi, en dehors de la Bavière, envers un Eisner, maître temporaire d'une Bavière révolutionnaire, à la fois trop à gauche et trop séparatiste. Les Etats du Sud sont d'accord de former un front uni face à Berlin, mais on ne pourra jamais réunir la commission permanente prévue pour suppléer les carences du Reich. Ce n'est qu'un prologue à un problème beaucoup plus fondamental, la nouvelle Constitution préparée par Hugo Preuss dont le projet – non soumis d'abord aux Etats – provoque le scandale dans le Sud. Nouveau front commun où cette fois Bade prend un moment la tête; nouvelle reculade devant un gouvernement qui négocie avec chaque Etat séparément au sujet des fameux *Reservatrechte* et sait user d'un atout impressionnant: son armée qui seule peut aider les gouvernements locaux menacés par la subversion de gauche. Du reste, ces droits souverains peuvent coûter cher, et Bade, ainsi que le Wurtemberg, se défont par exemple volontiers de leur privilège onéreux en matière de chemins de fer, alors que Munich s'obstine dans son ultra-fédéralisme. De toute façon c'est la Bavière qui possède le plus de droits, donc elle qui a le plus à perdre. Un dernier essai de réanimer la commission permanente échoue le 29 mars 1919. Néanmoins l'assemblée constituante acceptera plusieurs modifications proposées par le Sud, moins par conviction que par politique: il ne faut pas affaiblir l'Allemagne par des divisions intestines ou par le séparatisme, alors que les alliés préparent, puis imposent leur traité de paix.

Déjà avant que la Constitution ne soit adoptée et, *à fortiori* après, les Etats du Sud se rebiffent contre les actes gouvernementaux où ils décèlent bien vite des menaces contre leur souveraineté et leurs intérêts matériels. Le Wurtemberg proteste violemment – en pure perte – contre la réforme financi-

ère d'Erzberger qui crée dix impôts nationaux nouveaux; on se dresse aussi contre la suppression des ambassades à Berlin et entre les Etats, au nom de la souveraineté comme en Bavière, ou de la lutte contre les commissaires du Reich comme au Wurtemberg; on se rebiffe contre le remodelage des Etats, véritable serpent de mer de la République de Weimar, déséquilibrée par l'excès de puissance de la Prusse. Rien ne se passera du reste, tant le problème est complexe, sinon que les Etats du Sud rechignent à suivre une Bavière trop impérialiste à leur goût. Enfin avec le putsch de Kapp, au moment où la Bavière verse dans une politique d'extrême droite avec Kahr et l'Orgesch, les derniers efforts de politique méridionale commune s'effondrent. On condamne la politique bavaroise de soutien aux mouvements nationalistes paramilitaires et son séparatisme. Les trois années suivantes ne feront qu'ouvrir davantage le fossé. L'échec est évident: le fédéralisme inspire les Etats dans leurs relations soupçonneuses avec le Reich, mais les empêche de se lier entre eux sincèrement pour être plus forts. Les intérêts particularistes, leurs craintes envers une Bavière qui aime jouer au guide et à l'inspirateur idéologique annihilent leur sens communautaire interétatique. En outre ils ne réagissent pas simultanément aux provocations centralisatrices, ce qui paralyse leur collaboration.

Tous ces événements et ces négociations, W. Benz les expose avec précision. On aimerait qu'il donnât quelques conclusions (et non sous forme d'un simple résumé des chapitres) et des visions synthétiques sur le sujet. On a même de la peine à distinguer au cours de l'énumération des faits ce qui est important de ce qui l'est moins, d'autant plus que l'auteur a trop sacrifié au principe chronologique au dépens du thématique. On mesure mal les atouts que chaque Etat possède face aux autres et face au Reich, si bien que les véritables rapports de force échappent au lecteur accaparé par le récit événementiel. L'histoire de ces quelques mois est compliquée, W. Benz ne le cache pas et évite les simplifications commodes et abusives. C'était indispensable. Mais il pourrait faciliter la tâche du lecteur en lui offrant de temps en temps des points de vue plus élevé d'où il pourrait considérer l'ensemble de la problématique.

Lausanne *André Lasserre*

KURT TÖPNER, *Gelehrte Politiker und politisierende Gelehrte. Die Revolution von 1918 im Urteil deutscher Hochschullehrer*. Göttingen, Musterschmidt, 1970. 290 S., Register. (Veröffentlichungen der Gesellschaft für Geistesgeschichte, Band 5.)

Dass die deutsche Gelehrtenwelt im Machtrausch der wilhelminischen Zeit und beim Aufkommen des Nationalsozialismus politisch versagt habe, ist ein Gemeinplatz – und damit bald auch ein Klischee. Daher ist jede Arbeit zu begrüssen, die untersuchen will, wie es «eigentlich» gewesen. Den Vorzug der Vorurteilslosigkeit verdankt Töpner zweifellos der Schule von H.